

(N° 105)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JANVIER 1925.

PROJET DE LOI RELATIF AU TARIF DES DOUANES

**(Tarifs spéciaux applicables à certaines marchandises
originaires ou en provenance de l'Allemagne, de la Tchéco-Slovaquie
et de l'Autriche (1).**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. JASPAR.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui est soumis à votre approbation a pour objet la ratification de l'arrêté royal du 29 octobre 1924 établissant des tarifs spéciaux applicables à certaines marchandises originaires ou en provenance de trois pays. Cet arrêté royal a été pris en exécution des articles 4 et 7 de la loi du 8 mai 1924 qui, comme le rappelle l'exposé des motifs, ne permet au Gouvernement l'application du tarif maximum ou du droit compris entre les deux tarifs, que moyennant une délibération prise en conseil des ministres et la ratification du Parlement. Il frappe de droits différentiels, non seulement les marchandises originaires ou de provenance de l'Allemagne ou de la Tchéco-Slovaquie comme le faisaient des arrêtés précédents, mais, ce qui est une innovation, certains produits autrichiens; d'autre part, il reproduit les dispositions antérieures sur les certificats d'origine, d'ailleurs inséparables de l'application de droits spéciaux à certains pays.

Le régime douanier de cet arrêté royal est celui qui a successivement été mis en vigueur et maintenu par les lois des 8 avril 1922, 30 décembre 1922, 29 juin

(1) Projet de loi, n° 27.

(2) La Commission était composée de MM. de Liedekerke, président, David, de Wouters, D'Opplinter, Fischer, Franck, Hallét, Hubin, Jaspar, Piérard, Raemdonck, Segers, Soudan, Straus, Vandervelle, Van Glabbeke, Verachtert et Winandy.

1923, 24 décembre 1923 et 26 juin 1924. Les considérations sur lesquelles s'appuyait cette législation antérieure étaient, ainsi que la Chambre le sait, puisées dans la situation économique spéciale créée à notre pays par la concurrence des produits allemands tout d'abord, ceux de Tchéco-Slovaquie n'ayant fait l'objet des mêmes mesures qu'à partir de la loi du 29 juin 1923. Ces considérations étaient tripels : d'une part le Gouvernement faisait valoir — et ce fut la raison qui le détermina tout d'abord — que l'état de l'industrie allemande demeurée intacte à la fin de la guerre en face de l'industrie belge dévastée et dépouillée, bouleversait momentanément les conditions de la concurrence allemande et nécessitait d'impérieuses mesures de protection ; il ajouta ultérieurement que la dépréciation progressive de la monnaie allemande accompagnée d'une diminution du prix de la main-d'œuvre plaçait nos voisins de l'Est dans une situation anormalement favorable vis-à-vis de nos producteurs ; il faisait de plus observer que, cherchant par cette méthode à échapper aux articles 264 et suivants du Traité de Versailles qui interdisait à l'Allemagne toute discrimination entre le traitement qu'elle appliquerait à ses anciens ennemis et à ses alliés ou aux neutres, l'Allemagne avait inauguré un système de licences et de prohibitions qui exigeait des mesures de défense et même de rétorsion ; enfin, il invoquait la nécessité d'armer nos négociateurs pour la discussion future des traités de commerce.

La législation provisoire et successivement prorogée de semestre en semestre des années 1922-1923-1924 prendra, aux termes du projet de loi qui nous est soumis comme de l'arrêté royal qu'il propose de ratifier et qui ne fixe pas de terme au régime qu'il institue, un caractère définitif. Il n'a pas échappé à votre Commission que cette modification au régime antérieur revêt un caractère de particulière gravité.

L'adoption des mesures proposées autrefois et ci-dessus rappelées donna toujours lieu au sein du Parlement à d'importantes réserves, même de la part de ceux qui, en dernière analyse, en préconisèrent l'adoption ; le Gouvernement d'ailleurs ne dissimula point, notamment au cours de la discussion de la première loi, celle du 8 avril 1922, les inconvénients d'un régime qui n'est pas en harmonie avec nos traditions. Dans la séance du 16 mars 1922, M. le Ministre des Finances, après avoir fait des déclarations libre-échangistes très nettes, insistait sur ce que le projet de loi alors en discussion ne touchait pas à la question du libre échange, qu'il avait un caractère essentiellement temporaire et qu'il ne revêtait nullement celui d'une modification des principes qui sont à la base de l'économie générale du pays. Des observations analogues furent présentées par les différents membres de la Chambre qui prirent part aux discussions et cette conception répondait avec tant de justesse aux vues de tous, que la législation spéciale n'a jamais été renouvelée que pour une période fort brève de six mois.

Or, il faut bien reconnaître que, des considérations qui étaient à la base des projets antérieurs, les plus importants ont disparu aujourd'hui. Il n'est plus exact que l'Allemagne ait toujours eu une monnaie dépréciée, c'est le contraire qui est vrai et, par suite, ses prix de revient ne sont plus inférieurs aux nôtres ; elle ne paraît pas davantage disposée à maintenir le système des restrictions, par voie de décrets à l'exportation et à l'importation. (il n'en est pas de même,

semble-t-il, de la Tchéco-Slovaquie.) Il suit de là que la seule raison qui puisse aujourd'hui justifier l'adoption du projet de loi, c'est de donner à nos négociateurs une arme de combat.

Cette raison, votre Commission l'a estimée suffisante pour vous proposer la ratification de l'arrêté royal du 24 octobre 1924; mais elle a été d'avis que dès que les négociations économiques auront abouti le régime devra prendre fin, même en ce qui concerne les produits qui, dans un traité à tarifs comme ceux qui doivent être négociés avec l'Allemagne et la Tchéco-Slovaquie n'auraient pas fait l'objet de l'accord. Votre Commission, en effet, estime que, conformément aux nécessités impérieuses de notre industrie qui ne peut vivre, et par conséquent faire vivre le pays, que grâce à son exportation, il faut en revenir au plus tôt au régime ancien, le seul qui, dans la liberté de la concurrence, puisse assurer aux produits belges un écoulement suffisant. Tout ce qui constituerait une protection, fût-elle indirecte à l'industrie nationale, affaiblirait la force expansive de celle-ci; et ce n'est pas la conservation, d'ailleurs précaire quand elle se base sur des mesures tarifaires, d'un marché national insuffisant à sa prospérité qui compenserait la perte des débouchés qu'elle a su se créer au dehors.

Ce n'est point du côté de ces mesures qu'il faut chercher le salut, c'est du côté de la production et de la vente mieux organisées et surtout mieux groupées.

Ces observations expliquent que ce n'est pas sans regret que la Commission a vu pour la première fois appliquer un tarif différentiel à un pays avec lequel nous avons un traité de commerce régulier, que la Chambre a voté à l'unanimité, et qui est basé sur nos anciens principes de libre-échange; il ne semble pas qu'il soit heureux d'appliquer à l'Autriche, même dans les proportions limitées où le fait l'arrêté royal du 26 octobre 1924 un régime exceptionnel, et ce n'est pas parce que le protocole du traité de commerce du 14 décembre 1923 l'autorise que la mesure en devient plus opportune. Votre Commission est d'avis qu'il serait souhaitable que le Gouvernement à cet égard envisageât, le plus tôt possible, l'abrogation de ces dispositions.

C'est sous ces réserves que par sept voix contre deux la Commission vous propose l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,
HENRI JASPAR.

Le Président,
DE LIEDEKERKE.

(4)

(N^o 105)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 JANUARI 1925.

WETSONTWERP BETREFFENDE HET TOLTARIEF

Bijzondere tarieven op sommige uit Duitschland, uit Tsjecho-Slowakije
en uit Oostenrijk oorspronkelijke of herkomstige goederen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER JASPAR.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat U ter goedkeuring wordt voorgelegd, heeft voor doel het Koninklijk besluit van 29 October 1924 te bekrachtigen, waarbij bijzondere tarieven worden vastgesteld op sommige goederen herkomstig of oorspronkelijk uit drie landen. Dit Koninklijk besluit werd getroffen in uitvoering van de artikelen 4 en 7 der wet van 8 Mei 1924, dewelke, zooals in de Memorie van Toelichting wordt uiteengezet, de Regeering het maximum-tarief of de rechten tusschen de twee tarieven alleen dan laat toepassen, wanneer de Ministerraad er over beraadslaagd heeft en het Parlement het heeft bekrachtigd. Dit besluit legt differentieele rechten niet alleen op de goederen herkomstig of oorspronkelijk uit Duitschland of Tsjecho-Slowakije, zooals de vorige besluiten het deden, maar ook op sommige Oostenrijksche goederen, wat iets nieuws is; anderzijds herneemt het de vroegere bepalingen op de bewijsstukken van herkomst, welke overigens onafscheidbaar zijn van de toepassing van bijzondere rechten op sommige landen.

Het tolstelsel, door dit Koninklijk besluit vastgesteld, is het stelsel dat

(1) Wetsontwerp, n^o 27.

(2) De Commissie bestond uit de heeren de Liedekerke, voorzitter, David, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Franck, Hallet, Hubin, Jaspar, Piérard, Raemdonck, Segers, Soudan, Straus, Vandervelde, Van Glabbeke, Verachtert en Winandy.

achtereenvolgens werd in toepassing gebracht en gehandhaafd door de wetten van 8 April 1922, 30 December 1922, 29 Juni 1923, 24 December 1923 en 26 Juni 1924.

De beschouwingen waarop deze voorgaande wetgeving steunde, waren, zooals het de Kamer bekend is, het gevolg van den bijzonderen economischen toestand waarin ons land verkeerde, vooral wegens de mededinging van de Duitsche producten; de producten uit Tchecho-Slowakije werden inderdaad aan dezelfde maatregelen slechts onderworpen te rekenen van het in werking treden der wet van 29 Juni 1923. Deze beschouwingen waren van drievoudigen aard: eensdeels deed de Regeering gelden — en dit was de hoofdzakelijke reden in den beginne — dat de Duitsche industrie bij het einde van den oorlog onverminkt stond tegenover de Belgische industrie die verwoest en ontredderd was, waardoor de Duitsche mededinging tijdelijk werd verscherpt en dringende beschermingsmaatregelen werden geëischt; later kwam daar nog bij, dat de voortdurende daling der Duitsche muntwaarde, die gepaard ging met eene vermindering der dagloonen aldaar, onze Oosterburen in een zoo gunstigen toestand plaatste tegenover onze voortbrengers, dat hij werkelijk abnormaal was; de Regeering deed verder opmerken, dat Duitschland door deze middelen trachtte te ontsnappen aan de artikelen 264 en volgende van het Verdrag van Versailles, krachtens dewelke het aan Duitschland verboden was eenig onderscheid te maken tusschen de wijze waarop het zijne vroegere vijanden en zijne geallieerden of onzijdige landen behandelde, en dat dienvolgens Duitschland een stelsel van vergunningen en verbodsbepalingen had ingevoerd, waartegen verweermiddelen en zelfs weerwraak noodzakelijk werden; ten slotte werd de noodzakelijkheid ingeroepen, onze onderhandelaars wapens in de handen te geven voor de latere besprekingen der handelsovereenkomsten.

Luidens het u thans voorgelegde wetsontwerp en het Koninklijk besluit dat geen termijn bepaalt doch door het ontwerp wordt gewijzigd, wordt de voorloopige wetgeving die tijdens de jaren 1922-1923-1924 van half jaar tot half jaar werd verlengd, voor goed vastgesteld. Het is aan de aandacht uwer Commissie niet ontsnapt, dat deze wijziging in het bestaande stelsel van bijzonder gewichtigen aard is.

De eertijds voorgestelde maatregelen waaraan wij hierboven hebben herinnerd, gaven in het Parlement steeds aanleiding tot scherp voorbehoud zelfs bij hen die ten slotte de goedkeuring er van voorstonden; de Regeering verborg trouwens, namelijk bij de behandeling de eerste wet — die van 8 April 1922 — de bezwaren niet van eene regeling die niet strookt met onze gebruiken. Tijdens de vergadering van 16 Maart 1922, legde de Minister van Financiën zeer duidelijke verklaringen af ten gunste van den vrijhandel, doch verzekerde onmiddellijk daarna, dat het behandelde ontwerp geenszins aan het vraagstuk van den vrijhandel raakte, dat het een geheel tijdelijk ontwerp was en geenszins de beteekenis had van eene wijziging in de beginselen welke tot grondslag liggen aan de algemeene economie van het land. Dergelijke opmerkingen werden in het midden gebracht door de verschillende Kamerleden die deelnamen in het debat, en deze opvatting beantwoordde zoo volkomen aan iedereens bedoeling, dat de bijzondere wetgeving nooit voor langer dan zes maanden werd verlengd.

Men moet echter erkennen dat de belangrijkste beschouwingen welke aan de vroegere ontwerpen tot grondslag lagen thans verdwenen zijn. Het is niet juist meer dat Duitschland steeds een waardelooze munt bezit; het tegenovergestelde is waar en, tengevolge daarvan, zijn zijne kostende prijzen niet meer lager dan de onze. Het schijnt niet meer geneigd te zijn om het stelsel der beperkingen te behouden, bij wege van uitvoer- en invoerdecreten. (Dit geldt niet, schijnt het, voor Tchecho-Slowakije.) Daaruit volgt dat de eenige reden welke thans de aanneming van het wetsontwerp zou kunnen rechtvaardigen er in bestaat : aan onze onderhandelaars een strijdwapen te verstrekken.

Uwe Commissie heeft deze reden voldoende geacht om u de bekrachtiging van het Koninklijk besluit van 24 October 1924 voor te stellen; doch zij was van gevoelen dat van zoodra de economische onderhandelingen tot een goed einde zullen gebracht zijn, het regime een einde moet nemen, zelfs voor wat betreft de voortbrengselen waarover, in een verdrag van tarieven als die waarover moet onderhandeld worden met Duitschland en met Tchecho-Slowakije geen akkoord werd aangegaan. Uwe Commissie is inderdaad van gevoelen dat, overeenkomstig de dringende noodwendigheden van onze nijverheid welke niet kan bloeien en, dienvolgens, het land doen leven, — dank zij haren uitvoer — men zoodra mogelijk tot de vroegere regeling moet terugkeeren, de eenige welke, met de vrijheid in de mededinging, aan de Belgische voortbrengselen een voldoende afzet kan verzekeren. Al wat een beschermingsmaatregel zou kunnen uitmaken, zelfs in onrechtstreeksch verband met 's Lands nijverheid, zou het uitzettingsvermogen derzelve verzwakken. Het is niet met een, overigens onzeker, behoud van een voor haar bloei ontoereikende nationale markt, — onzeker wanneer zij steunt op tariefmaatregelen —, dat men het verlies zou kunnen vergoeden van de verworven buitenlandsche vertierwegen.

Niet in die maatregelen moet men de oplossing zoeken, wel in de beter ingerichte en met solidariteit bewerkte voortbrengst en verkoop.

Deze beschouwingen verklaren dat het niet zonder spijt is geweest dat de Commissie voor de eerste maal een differentieel tarief heeft zien toepassen op een land met hetwelk wij een regelmatig handelsverdrag bezitten, — een handelsverdrag door de Kamer eenparig goedgekeurd en steunende op onze aloude beginselen van vrijhandel. Het schijnt niet gelukkig te zijn op Oostenrijk, zelfs in de beperkte mate van het Koninklijk besluit van 26 October 1924, een uitzonderlijke regeling toe te passen. Het is ook niet omdat het protocol van het handelsverdrag van 14 December 1923 dit toelaat, dat de maatregel meer gepast wordt. Uwe Commissie is van oordeel dat het wenschelijk ware de Regeering, zoodra mogelijk, te zien besluiten die bepalingen te doen verdwijnen.

Mits dit voorbehoud, stelt uwe Commissie, met zeven tegen twee stemmen voor, het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
HENRI JASPAR.

De Voorzitter,
DE LIEDEKERKE.
